

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie*

Art. 26. Dit decreet wordt geëvalueerd binnen de twee jaar volgend op de inwerkingtreding ervan. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Brussel, 10 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET
De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE
De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK
De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN
De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*
Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 468-1.- Commissie-amendementen, nr. 468-2.- Verslag, nr. 468-3. - Vergaderingsamendement, nr. 468-4.
Integraal verslag. — Bespreking een aanneming. — Vergadering van 8 mei 2013.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29375]

**23 MAI 2013. — Décret modifiant le décret du 28 avril 2004
relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, complété par le décret du 12 janvier 2007, ainsi que dans les articles 4, 6, 15, 16, 23 et 28 du même décret, les mots « de la » sont chaque fois insérés entre le mot « Service » et le mot « Jeunesse ».

Art. 2. L'article 1^{er} du même décret est complété comme suit :

a) « 10. « pouvoir organisateur » : l'organe qui est l'autorité responsable des activités menées dans une ou plusieurs écoles de devoirs et en assume l'organisation et la gestion. »;

b) « 11. « Equipe pédagogique » : l'équipe qui est, notamment, chargée de rédiger le projet d'accueil, de réfléchir au fonctionnement de l'école de devoirs, au plan annuel d'action, au rapport d'activités, et dans laquelle, l'équipe d'animation est incluse. ».

Art. 3. Dans l'article 2 du même décret, le § 1^{er}, 1., est remplacé par ce qui suit :

« 1. le développement intellectuel de l'enfant, notamment par l'accompagnement aux apprentissages, à sa scolarité et par l'aide aux devoirs et travaux à domicile; ».

Art. 4. Dans l'article 3 du même décret, les mots « la Communauté française ou faire référence d'une quelconque manière à la Communauté française » sont remplacés par les mots « l'O.N.E. ».

Art. 5. Dans l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « Pour être reconnue l'école de devoirs doit introduire une demande de reconnaissance auprès de l'O.N.E. » est remplacée par les phrases :

« Pour obtenir la reconnaissance d'une école de devoirs, le pouvoir organisateur doit introduire une demande de reconnaissance auprès de l'O.N.E. Le pouvoir organisateur qui souhaite obtenir une reconnaissance pour plusieurs écoles de devoirs doit introduire une demande pour chacune d'entre elles. »;

b) dans l'alinéa 2, les mots « pour les écoles de devoirs, du projet pédagogique » sont remplacés par les mots « pour les écoles de devoirs, du projet d'accueil »;

c) dans l'alinéa 2, les mots « article 7, § 1, 3 °, » sont remplacés par les mots « article 7, § 2, 3 °, ».

Art. 6. Dans l'article 5, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, remplacé par le décret du 12 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « pour des sites distincts » sont remplacés par les mots « pour des écoles de devoirs distinctes »;

b) les mots « du premier site reconnu » sont remplacés par les mots « de la première école de devoirs reconnue ».

Art. 7. L'article 7 du même décret, modifié par le décret du 12 janvier 2007, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour obtenir la reconnaissance par l'O.N.E. d'une ou plusieurs écoles de devoirs, le pouvoir organisateur répond aux critères administratifs suivants :

- 1° être soit un pouvoir public, soit une association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
- 2° tenir une comptabilité régulière et permettant l'identification des activités de l'école de devoirs;
- 3° assurer une publicité des activités organisées;
- 4° mettre à disposition de chaque école de devoirs une infrastructure adaptée à ses activités et offrant des garanties suffisantes d'hygiène et de sécurité;
- 5° mettre à la disposition des enfants accueillis du matériel pédagogique et ludique dans chaque école de devoirs;
- 6° communiquer à l'O.N.E. toutes les informations administratives, dont la liste est fixée par le Gouvernement;
- 7° se soumettre au contrôle de l'O.N.E.;
- 8° contracter une assurance responsabilité civile couvrant le personnel d'animation, les dommages corporels causés aux participants aux activités de l'école de devoirs ainsi que le fait de ceux-ci;
- 9° ne pas être un établissement scolaire.

§ 2. Chaque école de devoirs pour laquelle le pouvoir organisateur introduit une demande de reconnaissance répond aux critères pédagogiques suivants :

- 1° organiser des activités de soutien scolaire ainsi que des animations éducatives ludiques, culturelles ou sportives s'inscrivant dans les missions décrites à l'article 2, § 1^{er}, ce qui exclut l'étude scolaire;
- 2° respecter le Code de qualité de l'accueil de l'enfant, quel que soit l'âge des enfants ou des jeunes accueillis;
- 3° élaborer, en collaboration active et effective avec l'équipe pédagogique visée au § 4, 1°, et mettre en œuvre un projet d'accueil qui tient compte des caractéristiques socioculturelles et des besoins des enfants qu'il accueille, ainsi que de l'environnement social et culturel dans lequel il évolue;
- 4° élaborer, mettre en œuvre et évaluer un plan d'action annuel, qui constitue la traduction concrète des objectifs déterminés par le projet d'accueil et comprend notamment un calendrier et un descriptif d'activités ainsi que les moyens humains et matériels envisagés pour les mettre en œuvre;
- 5° élaborer et mettre en œuvre un règlement d'ordre intérieur;
- 6° garantir que l'éventuelle participation aux frais demandée ne dépasse pas un montant fixé par le Gouvernement;
- 7° veiller à ce que la langue parlée par l'équipe pédagogique aux enfants au sein de l'école de devoirs soit, sauf exception, le français;
- 8° veiller à la coordination de son travail en partenariat avec les familles;
- 9° veiller à la coordination de son travail avec les établissements scolaires d'où proviennent les enfants qui la fréquentent, en partenariat avec les familles;
- 10° veiller à la coordination de son travail avec les autres acteurs sociaux et éducatifs de l'accueil de l'enfant et du jeune dans son environnement direct, en associant les familles;
- 11° respecter et défendre en son sein les droits de l'homme et les droits de l'enfant.

Le Gouvernement élabore un modèle, non contraignant, de protocole de collaboration entre les écoles de devoirs et les établissements scolaires.

§ 3. Chaque école de devoirs pour laquelle le pouvoir organisateur introduit une demande de reconnaissance répond aux critères suivants relatifs au public accueilli :

- 1° être ouvert à tous, sans discrimination;
- 2° accueillir au moins 10 enfants âgés de 6 à 15 ans par jour d'ouverture en moyenne annuelle. Par dérogation, pour l'école de devoirs implantée dans une commune dont la densité de population est de moins de 150 habitants/km², ce nombre est réduit à au moins 8 enfants âgés de 6 à 15 ans par jour d'ouverture en moyenne annuelle;
- 3° accueillir des enfants issus de trois implantations scolaires différentes au moins ou de deux implantations scolaires au moins, si l'école de devoirs dispose de bâtiments indépendants de tout établissement scolaire. Par dérogation accordée par l'O.N.E., après avis de la Commission, les enfants fréquentant l'école de devoirs peuvent tous provenir de la même implantation scolaire, lorsque l'école de devoirs est installée dans une région dont la faible densité d'établissements scolaires le justifie;
- 4° être accessible en dehors des heures scolaires pendant une période de deux heures minimum par semaine, pendant au moins 20 semaines scolaires par an.

§ 4. Chaque école de devoirs pour laquelle le pouvoir organisateur introduit une demande de reconnaissance répond aux critères relatifs à l'encadrement suivants :

- 1° disposer d'une équipe pédagogique composée d'au moins trois personnes dont au minimum un coordinateur et un animateur qualifiés au sens de l'article 12;
- 2° proposer, encourager et permettre aux membres, volontaires ou rémunérés, de son équipe pédagogique de participer à des formations qualifiantes en rapport avec leur fonction d'animation ou de coordination;
- 3° proposer, encourager et permettre aux membres volontaires ou rémunérés, de son équipe pédagogique de participer à des formations continuées en rapport avec leur fonction d'animation ou de coordination;
- 4° assurer un encadrement effectif dont les normes minimales sont :
 - a) d'un animateur présent par groupe de 12 enfants de 6 à 15 ans accueillis;
 - b) d'un animateur qualifié au sens de l'article 12, 2° par tranche entamée de 3 animateurs obligatoirement présents en vertu du a.

Chaque école de devoirs garantit la présence minimum de deux adultes ou le fait qu'un deuxième adulte puisse être présent dans un délai raisonnable d'intervention. »

Art. 8. L'article 8 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans la limite des crédits disponibles et en fonction de l'augmentation du nombre d'écoles de devoirs dans les provinces de Namur et de Luxembourg, le Gouvernement peut accorder une reconnaissance à une coordination régionale pour la Province de Namur et une reconnaissance à une coordination régionale pour la Province de Luxembourg. ».

Art. 9. Dans l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le § 1^{er}, 3^o, a), les mots « fournir une aide à » sont remplacés par le mot « accompagner »;

b) le § 1^{er}, 3^o, b) est remplacé par ce qui suit :

« élaborer et diffuser des outils pédagogiques à destination de toutes les écoles de devoirs reconnues de son ressort territorial. Cette action peut être menée en collaboration avec la Fédération communautaire visée à l'article 10 ou avec une ou plusieurs autres coordinations régionales visées à l'article 8; »;

c) le § 2, 7^o, est remplacé par ce qui suit : « Regrouper, sur son ressort territorial, sur la base d'une affiliation volontaire, au minimum la moitié plus une des pouvoirs organisateurs ayant au moins une école de devoirs reconnue. Le montant de l'affiliation ne dépasse pas un montant fixé par le Gouvernement. Le Gouvernement arrête la procédure de vérification du nombre de pouvoirs organisateurs; ».

Art. 10. Dans l'article 11 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le § 1^{er}, 2^o, est complété par le g) rédigé comme suit : « informer globalement le public quant à l'existence et aux caractéristiques des écoles de devoirs reconnues. »;

b) dans le § 1^{er}, 3^o, les mots « initiale et » sont insérés entre les mots « de formation » et « continuée d'animateur ».

Art. 11. L'article 13 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Toute personne qui est membre de l'équipe pédagogique d'une école de devoirs doit être de bonne vie et mœurs. Sur demande du pouvoir organisateur de l'école de devoirs ou de l'O.N.E., le membre de l'équipe pédagogique doit être à même de produire un extrait de casier judiciaire exempt de condamnation ou de mesure d'internement préjudiciables au bon fonctionnement de l'école de devoirs ou à la bonne exécution des missions relatives à la fonction, datant de moins de 6 mois. ».

Art. 12. Dans l'article 14 du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« La formation d'animateur en école de devoirs :

1^o rend le participant capable d'assurer l'encadrement et l'animation d'un groupe d'enfants et/ou d'adolescents;

2^o rend le participant capable d'assurer les missions d'une école de devoirs, sur la base d'un projet d'accueil tel que défini à l'article 7, § 2, 3^o;

3^o s'inscrit dans une démarche qui a pour objectif de favoriser et développer chez les participants :

a) des capacités de choix, d'analyse, d'action et d'évaluation;

b) des attitudes de responsabilités et de participation active dans une perspective d'émancipation individuelle et de construction collective.

La formation de coordinateur en école de devoirs :

1^o rend le participant capable d'assurer la responsabilité d'une école de devoirs;

2^o rend le participant capable de développer, avec son équipe d'animation, l'application d'un projet pédagogique défini par le pouvoir organisateur de l'école de devoirs;

3^o s'inscrit dans une démarche qui a pour objectif de favoriser et développer chez les participants :

a) des capacités de choix, d'analyse, d'action et d'évaluation;

b) des attitudes de responsabilités et de participation active dans une perspective d'émancipation individuelle et de construction collective. ».

Art. 13. Dans l'article 15 du même décret, le mot « gouvernement » est remplacé par le mot « Gouvernement ».

Art. 14. Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, le mot « des » entre les mots « ainsi que » et les mots « la motivation de sa demande » est remplacé par le mot « de »;

b) dans l'alinéa 5, les mots « d'une école de devoirs » sont remplacés par les mots « d'un pouvoir organisateur ».

Art. 15. Dans l'article 17, du même décret, modifié par le décret du 12 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits disponibles, l'O.N.E. accorde des subventions aux pouvoirs organisateurs pour les écoles de devoirs qu'ils organisent.

Pour le calcul de la subvention, sont prises en compte, les écoles de devoirs qui sont reconnues en vertu de l'article 7 et qui répondent aux conditions de fonctionnement suivantes :

1^o faire la preuve d'un fonctionnement régulier au cours de l'année d'activités précédant sa demande de subvention. Par dérogation, l'école de devoirs dont l'activité a été suspendue par le pouvoir organisateur pendant au maximum un an, doit faire la preuve d'un fonctionnement régulier de deux années d'activités dans les trois années précédant sa demande de subvention. Cette dérogation est octroyée au maximum une fois durant la période de validité de la reconnaissance de l'école de devoirs;

2^o faire la preuve du respect des critères minima de subvention tels que prévus au présent article;

3^o accueillir au moins dix enfants âgés de 6 à 15 ans par jour d'ouverture en moyenne annuelle. Par dérogation, pour l'école de devoirs implantée dans une commune dont la densité de population est de moins de 150 habitants/km², ce nombre est réduit à au moins 8 enfants âgés de 6 à 15 ans par jour d'ouverture en moyenne annuelle;

4^o respecter effectivement les conditions d'encadrement précisées à l'article 7, § 4;

5° être accessible après les heures scolaires, au moins 1 heure par jour d'ouverture, au moins 5 heures par semaine scolaire réparties sur au moins trois jours, pendant au moins 20 semaines entre le 1^{er} septembre et le 30 juin. Par dérogation, sont considérées comme relevant d'une seule école de devoirs, les activités menées en différents lieux, pour autant que ces activités soient accessibles après les heures scolaires, au moins une heure par jour d'ouverture, au moins 3 heures par semaine scolaire réparties sur au moins 2 jours, pendant au moins 20 semaines par an entre le 1^{er} septembre et le 30 juin;

6° accorder une priorité d'accès à ses activités à un public qui maîtrise mal la langue française ou qui ne peut bénéficier à domicile d'un accompagnement scolaire ou social »;

b) dans le § 2, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase commençant par les mots « Pour obtenir une subvention » et se terminant par les mots « et d'encadrement assuré » est remplacée par les phrases suivantes : « Pour obtenir une subvention, le pouvoir organisateur doit transmettre à l'O.N.E, au plus tard pour le 30 septembre de l'année d'activités en cours, une demande de subvention pour chacune de ses écoles de devoirs reconnues. Le contenu de cette demande de subvention est déterminé par le Gouvernement et comprend, notamment, le lieu des activités, ainsi que des projections pour l'année d'activités en cours en termes d'horaire et de périodes d'ouverture. »;

2° dans la phrase commençant par « La subvention », le mot « calculé » est remplacé par le mot « calculée »;

3° dans la phrase commençant par « Un montant correspondant », les mots « 15 janvier » sont remplacés par les mots « 15 février »;

4° dans la dernière phrase commençant par les mots « Pour bénéficier de la liquidation du solde », les mots « chaque école de devoirs » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur » et les mots « , pour chaque école de devoirs, » sont insérés entre les mots « comprend notamment » et les mots « une liste des enfants accueillis »;

c) dans l'article 17, § 2, alinéa 2, les mots « ou de suspension » sont insérés entre les mots « En cas de cessation » et les mots « d'activités ».

Art. 16. Dans l'article 18 du même décret, modifié par le décret du 12 janvier 2007, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le a), l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le pouvoir organisateur qui organise plusieurs écoles de devoirs bénéficie du subside forfaitaire pour trois d'entre elles au maximum et de façon dégressive. Pour la deuxième école de devoirs, ce subside est divisé par deux. Pour la troisième école de devoirs, ce subside est divisé par trois. »;

b) dans le b), alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots « sur la base » sont insérés entre les mots « résultat d'une extrapolation des activités » et « de l'année d'activités précédente »;

2° il est inséré la phrase suivante entre les première et deuxième phrases :

« Pour les écoles de devoirs qui bénéficient de la dérogation prévue à l'article 17, § 1^{er}, 1°, le subside d'activités est calculé par l'O.N.E. sur la base de la fréquentation de l'école de devoirs durant l'année précédant la suspension de ses activités. ».

Art. 17. Dans le chapitre IV, section 1^{re} du même décret, il est inséré un article 18^{ter} rédigé comme suit « Un recours peut être introduit auprès du Gouvernement en cas de refus d'octroi d'une subvention ou de contestation de son montant. Le Gouvernement définit la procédure. ».

Art. 18. Dans le chapitre IV, section 2 du même décret, il est inséré un article 21^{ter} rédigé comme suit : « Un recours peut être introduit auprès du Gouvernement en cas de refus d'octroi d'une subvention ou de contestation de son montant. Le Gouvernement définit la procédure. ».

Art. 19. Dans l'article 22 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, les mots « projet pédagogique » sont remplacés par les mots « projet d'accueil »;

b) il est inséré un 3^e alinéa rédigé comme suit :

« Les écoles de devoirs bénéficiant d'une subvention en vertu de l'article 17, tiennent un registre des présences des enfants et un registre nominatif des présences des animateurs. ».

Art. 20. Dans l'article 25 du même décret, la dernière phrase commençant par « Il est également » est complétée par le mot suivant : « reconnues ».

Art. 21. Dans l'article 26 du même décret, le mot « culture » est remplacé par le mot « Culture ».

Art. 22. Dans l'article 28 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« de représentants des écoles de devoirs, proposés par la Fédération communautaire, et représentatifs de la pluralité des associations reconnues dans le cadre du présent décret. Un représentant est délégué par chaque Coordination régionale reconnue en vertu de l'article 8 et un représentant est délégué par la Fédération communautaire des écoles de devoirs reconnue en vertu de l'article 10 »;

2° le 2° est complété par la phrase suivante : « Les candidatures devront être motivées. »;

3° dans le 3°, les mots « le Conseil de la Jeunesse d'Expression française » sont remplacés par les mots « la Commission Consultative des Organisations de Jeunesse, à l'exclusion de la Fédération communautaire des écoles de devoirs »;

4° dans le 6°, le mot « agréés » est remplacé par les mots « habilités sur la base de l'article 15 à l'exclusion des Coordinations régionales visées à l'article 8 ou de la Fédération communautaire visée à l'article 10 ou agréés »;

5° le 6° est complété par ce qui suit « Les candidatures devront être motivées. »;

b) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « Le Ministre de l'Enfance désigne un président au sein de la Commission générale d'avis. ».

Art. 23. L'article 17, § 1, 6°, du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, modifié par le décret du 12 janvier 2007, reste d'application jusqu'au 31 août 2014.

Art. 24. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2013, à l'exception de la disposition appelée à former l'article 7, § 2, 6°, du décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de devoirs, qui entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 mai 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONNET

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 470-1. — Rapport, n° 470-2

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 22 mai 2013.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29375]

23 MEI 2013. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1 van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, aangevuld met het decreet van 12 januari 2007, alsook in de artikelen 4, 6, 15, 16, 23 en 28 van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, worden de woorden "de la" telkens ingevoegd tussen het woord "Service" en het woord "Jeunesse".

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

a) "10. inrichtende macht" : het orgaan dat verantwoordelijk is voor de activiteiten die worden gevoerd in één of meer huiswerkinstituten en er de organisatie en het beheer van waarneemt. » ;

b) "11. pedagogisch team" : het team dat, inzonderheid, belast wordt met het opstellen van het opvangproject, het nadenken over de werking van het huiswerkinstituut, over het jaarlijkse actieplan en over het activiteitenverslag, en waarin het animatieteam wordt opgenomen. » .

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde decreet, wordt § 1, 1 vervangen door wat volgt : "1. de intellectuele ontwikkeling van het kind, meer bepaald door leerbegeleiding, bijstand tijdens de schooljaren, steun voor huiswerk en werkzaamheden thuis;"

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde decreet, worden de woorden "de Franse Gemeenschap dragen of op om het even welke manier verwijzen naar de Franse Gemeenschap" vervangen door de woorden "de O.N.E. dragen".

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt de zin "Om te worden erkend, moet het huiswerkinstituut een erkenningsverzoek indienen bij O.N.E." vervangen door de zinnen : "Om de erkenning van een huiswerkinstituut te krijgen, moet de inrichtende macht een erkenningsaanvraag indienen bij de O.N.E. De inrichtende macht die een erkenning voor verschillende scholen wenst te bekomen, moet een aanvraag voor elk van die indienen. » ;

b) in het tweede lid, worden de woorden "voor de huiswerkinstituten worden vergezeld van het pedagogische project" vervangen door de woorden "voor de huiswerkinstituten worden vergezeld van het opvangproject";

c) in het tweede lid, worden de woorden "artikel 7, § 1, 3°," vervangen door de woorden "artikel 7, § 2, 3°".

Art. 6. In artikel 5, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 12 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "van verschillende vestigingen" worden vervangen door de woorden "van verschillende huiswerkinstituten";

b) de woorden "van de eerste erkende vestiging" worden vervangen door "van het eerste erkende huiswerkinstituut".

Art. 7. Artikel 7 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2007, wordt vervangen als volgt :

« § 1. Om de erkenning door de O.N.E. van één of meer huiswerkinstituten te krijgen, moet de inrichtende macht voldoen aan de volgende administratieve criteria :

1° ofwel een overheidsdienst zijn, ofwel een vereniging zonder winstoogmerk in de zin van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° een regelmatige boekhouding voeren die de identificatie van de activiteiten van de huiswerkinstituten mogelijk maakt;

3° zorgen voor de publiciteit van de georganiseerde activiteiten;

4° elk huiswerkinstituut een infrastructuur ter beschikking stellen die aan zijn activiteiten aangepast is en die voldoende waarborgen biedt op het gebied van hygiëne en veiligheid;

5° pedagogisch en ludiek materieel ter beschikking van opgevangen kinderen in elk huiswerkinstituut stellen;

6° de "O.N.E. » alle administratieve inlichtingen meedelen, waarvan de lijst door de Regering vast te stellen is;

7° zich aan de controle van de O.N.E. onderwerpen;

8° een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid aangaan, voor de dekking van het animatiepersoneel, de lichamelijke schade geleden door de personen die deelnemen aan de activiteiten van de huiswerkinstituten alsook het feit van deze;

9° geen schoolinrichting zijn.

§ 2. Elk huiswerkinstituut waarvoor de inrichtende macht een erkenningsaanvraag indient, moet voldoen aan de volgende pedagogische criteria :

1° schoolondersteuningsactiviteiten alsook ludieke, culturele of sportieve opvoedingsanimaties organiseren in het kader van de opdrachten die in artikel 2, § 1, beschreven zijn, wat studie op school uitsluit;

2° de Kwaliteitscode Kinderopvang in acht nemen, ongeacht de leeftijd van de opgevangen kinderen of jongeren;

3° met de actieve en werkelijke medewerking van het in § 4, 1° bedoelde pedagogisch team een opvangproject opstellen en uitvoeren, dat beantwoordt aan de sociaal-culturele kenmerken en aan de behoeften van de opgevangen kinderen, alsook aan zijn sociale en culturele omgeving;

4° een jaarlijks actieplan opstellen, uitvoeren en evalueren, dat de concrete omzetting van de in het opvangproject bepaalde doelstellingen uitmaakt, en dat inzonderheid een tijdschema en een beschrijving van activiteiten alsook de menselijke en materiële middelen vermeldt om die toe te passen en uit te voeren;

5° een huishoudelijk reglement opstellen en uitvoeren;

6° waarborgen dat de eventuele deelneming in de kosten niet hoger zou zijn dan een door de Regering vast te stellen bedrag;

7° ervoor zorgen dat de taal die door het pedagogisch team met de kinderen binnen het huiswerkinstituut wordt gesproken, behalve bij uitzondering, de Franse taal is;

8° zorgen voor de coördinatie van zijn werkzaamheid in partnerschap met gezinnen;

9° zorgen voor de coördinatie van zijn werkzaamheid met de schoolinrichtingen waarvan de leerlingen, die het instituut bezoeken, afkomstig zijn;

10° zorgen voor de coördinatie van zijn werkzaamheid met de andere sociale en educatieve actoren voor de opvang van het kind en de jongere in zijn directe omgeving, waarbij de families worden betrokken;

11° de rechten van de mens en van het kind binnen het instituut eerbiedigen.

De Regering stelt een niet dwingend model van protocol voor de medewerking tussen de huiswerkinstituten en de schoolinrichtingen op.

§ 3. Elk huiswerkinstituut waarvoor de inrichtende macht een erkenningsaanvraag indient, moet voldoen aan de volgende criteria betreffende het opgevangen publiek :

1° toegankelijk zijn voor iedereen, zonder discriminatie;

2° op jaargemiddelde ten minste 10 kinderen die tussen 6 en 15 jaar oud zijn per openingsdag opvangen. In afwijking daarvan, voor het huiswerkinstituut dat wordt gevestigd in een gemeente waarvan de bevolkingdichtheid minder dan 150 inwoners/km² bedraagt, wordt dat aantal verminderd tot minstens 8 kinderen die tussen 6 en 15 jaar oud zijn per openingsdag op jaargemiddelde;

3° kinderen opvangen die uit minstens drie verschillende schoolvestigingen of uit minstens twee schoolvestigingen komen, indien het huiswerkinstituut beschikt over gebouwen die onafhankelijk zijn van elke schoolinrichting. Bij afwijking, die door de O.N.E. wordt toegestaan, na advies van de Commissie, kunnen alle kinderen die naar het huiswerkinstituut gaan, uit dezelfde schoolvestiging komen, wanneer het huiswerkinstituut gevestigd is in een gewest waarvan het lage aantal schoolinrichtingen dit rechtvaardigt;

4° buiten de schooluren toegankelijk zijn gedurende een periode van minstens twee uren per week, gedurende minstens 20 schoolweken per jaar.

§ 4. Elk huiswerkinstituut waarvoor de inrichtende macht een erkenningsaanvraag indient, moet voldoen aan de volgende omkaderingscriteria :

1° over een pedagogisch team beschikken dat bestaat uit ten minste drie personen, waarvan minstens één geschoolde coördinator en een geschoolde animator in de zin van artikel 12;

2° de vrijwillige of bezoldigde leden van zijn pedagogische team voordragen, aanmoedigen en toelaten tot deelnemen aan kwalificatie-opleidingen in verband met hun animatieambt of hun coördinatieambt;

3° de vrijwillige of bezoldigde leden van zijn pedagogische team voorstellen, aanmoedigen en toelaten tot deelnemen aan voortgezette opleidingen in verband met hun animatieambt of hun coördinatieambt;

4° zorgen voor een werkelijke omkadering, waarvan de minimumnormen de volgende zijn :

a) één aanwezige animator per groep van 12 opgevangen kinderen die tussen 6 en 15 jaar oud zijn;

b) één geschoolde animator in de zin van artikel 12, 2° per aangevatte schijf van 3 animatoren die aanwezig moeten zijn krachtens a.

Elk huiswerkinstituut waarborgt de minimumaanwezigheid van minstens twee volwassenen of het feit dat een tweede volwassene aanwezig zou kunnen zijn binnen een redelijke reactietermijn. » .

Art. 8. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : "In afwijking van het eerste lid, binnen de perken van de beschikbare kredieten en op grond van de verhoging van het aantal huiswerkinstituten in de provincies Namen en Luxemburg, kan de Regering een erkenning voor een gewestelijke coördinatie aan de provincie Namen en een erkenning voor een gewestelijke coördinatie aan de provincie Luxemburg toekennen. » .

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, 3°, a), worden, in de Franse tekst, de woorden "fournir une aide à" vervangen door het woord "accompagner";

b) wordt § 1, 3°, b) vervangen als volgt :

« pedagogische middelen uitwerken en verspreiden, bestemd voor alle erkende huiswerkinstituten die tot haar territoriale bevoegdheid behoren. Die actie kan worden gevoerd met de medewerking van de Gemeenschapsfederatie bedoeld in artikel 10 of met één of meer andere gewestelijke coördinaties bedoeld in artikel 8;";

c) § 2, 7°, wordt vervangen als volgt : "Op haar territoriale bevoegdheidsgebied, op grond van een vrijwillige toetreding, minstens de helft plus één van de inrichtende machten die ten minste één erkend huiswerkinstituut hebben, groeperen. Het bedrag van de toetreding is niet hoger dan het bedrag dat door de Regering wordt vastgesteld. De Regering stelt de procedure vast om het aantal inrichtende machten na te kijken;".

Art. 10. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, 2°, wordt aangevuld met het punt g), luidend als volgt : "het publiek globaal te informeren over het bestaan en de kenmerken van de erkende huiswerkinstituten. » ;

b) In § 1, 3°, worden de woorden "initiële en" ingevoegd tussen de woorden "een jaarlijks programma van" "voortgezette opleiding".

Art. 11. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Elke persoon die lid is van een pedagogisch team van een huiswerkinstituut moet een goed zedelijk gedrag hebben. Op aanvraag van de inrichtende macht van het huiswerkinstituut of van de O.N.E., moet het lid van het pedagogisch team een uittreksel uit het strafregister kunnen overleggen, vrij van veroordeling of van elke interneringsmaatregel die nadelig zouden kunnen zijn voor de goede werking van het huiswerkinstituut of voor de goede uitvoering van de opdrachten in verband met het ambt, dat minder dan 6 maanden oud is. » .

Art. 12. In artikel 14 van hetzelfde decreet, worden tussen het eerste lid en het tweede lid twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De opleiding van animator in een huiswerkinstituut :

1° stelt de deelnemer in staat te zorgen voor de begeleiding en de animatie van een groep kinderen en/of adolescenten;

2° stelt de deelnemer in staat de opdrachten van een huiswerkinstituut uit te oefenen, op grond van een opvangproject zoals bepaald in artikel 7, § 2, 3°;

3° heeft tot doel de deelnemers in staat te stellen :

a) capaciteiten inzake keuze, analyse, actie en evaluatie aan te moedigen en te ontwikkelen;

b) verantwoordelijkheidszin en actieve deelneming aan te moedigen en te ontwikkelen met het oog op individuele emancipatie en collectieve opbouw.

De opleiding van coördinator in een huiswerkinstituut :

1° stelt de deelnemer in staat de verantwoordelijkheid van een huiswerkinstituut op te nemen;

2° stelt de deelnemer in staat, met zijn animatieteam, de toepassing van een pedagogisch project, dat door de inrichtende macht van het huiswerkinstituut wordt bepaald, te ontwikkelen;

3° heeft tot doel de deelnemers in staat te stellen :

a) capaciteiten inzake keuze, analyse, actie en evaluatie aan te moedigen en te ontwikkelen;

b) verantwoordelijkheidszin en actieve deelneming aan te moedigen en te ontwikkelen met het oog op individuele emancipatie en collectieve opbouw.

Art. 13. In artikel 15 van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, wordt het woord "gouvernement" vervangen door het woord "Gouvernement".

Art. 14. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid, wordt, in de Franse tekst, het woord "des" tussen de woorden "ainsi que" en de woorden "la motivation de sa demande" vervangen door het woord "de";

b) in het vijfde lid, worden de woorden "of het huiswerkinstituut," vervangen door de woorden "of een inrichtende macht".

Art. 15. In artikel 17 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1 wordt vervangen als volgt :

« Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kent de O.N.E. subsidies aan inrichtende machten toe voor de huiswerkinstituten die ze organiseren.

Voor de berekening van de subsidie, worden de huiswerkinstituten in aanmerking genomen die erkend zijn krachtens artikel 7 en die voldoen aan de volgende werkingsvoorwaarden :

1° het bewijs leveren van een regelmatige werking gedurende het activiteitsjaar dat voorafgaat aan zijn aanvraag om subsidie. Bij wijze van afwijkingsmaatregel, moet het huiswerkinstituut waarvan de activiteit door de inrichtende macht gedurende hoogstens één jaar werd geschorst het bewijs leveren van een regelmatige werking van twee activiteitsjaren in de drie jaren voorafgaand aan zijn aanvraag om subsidie. Die afwijking wordt hoogstens één keer gedurende de geldigheidsduur van de erkenning van het huiswerkinstituut toegekend;

2° het bewijs leveren van de naleving van de minimumcriteria voor de toekenning van de subsidie zoals bepaald door dit artikel;

3° per openingsdag jaarlijks gemiddeld minstens tien kinderen opvangen die tussen 6 en 15 jaar oud zijn. In afwijking daarvan, voor het huiswerkinstituut dat gevestigd is in een gemeente waarvan de bevolkingsdichtheid minder dan 150 inwoners/km² bedraagt, wordt dat aantal per openingsdag op jaargemiddelde tot minstens 8 kinderen die tussen 6 en 15 jaar oud zijn, verminderd;

4° de omkaderingsvoorwaarden bepaald in artikel 7, § 4 werkelijk in acht nemen;

5° na de schooluren toegankelijk zijn, ten minste 1 uur per openingsdag, ten minste 5 uur per schoolweek, verspreid over ten minste drie dagen, gedurende ten minste 20 weken tussen 1 september en 30 juni. In afwijking daarvan, worden de activiteiten die op verschillende plaatsen worden gevoerd, beschouwd als ressorterend onder één enkel huiswerkinstituut, voor zover die activiteiten na de schooluren toegankelijk zijn, ten minste één uur per openingsdag, ten minste 3 uur per schoolweek, verdeeld over ten minste 2 dagen, gedurende minstens 20 weken per jaar tussen 1 september en 30 juni;

6° voorrang voor de toegang tot activiteiten verlenen aan een publiek dat de Franse taal slecht beheerst of dat geen schoolbegeleiding of geen sociale begeleiding thuis kan genieten”;

b) in § 2, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin die begint met de woorden “Om een subsidie te krijgen” en die eindigt met de woorden “gewaarborgde omkadering” wordt vervangen door de volgende zinnen : “Om een subsidie te krijgen, moet de inrichtende macht aan de O.N.E. » , uiterlijk voor 30 september van het lopende activiteitsjaar, een aanvraag om subsidie indienen voor elk van haar erkende huiswerkinstituten. De inhoud van die aanvraag om subsidie wordt door de Regering bepaald en vermeldt onder andere de plaats van de activiteiten alsook de vooruitzichten voor het lopende activiteitsjaar op het gebied van de dienstregeling en de openingstijden. » ;

2° in de Franse tekst, in de zin die begint met “La subvention”, wordt het woord “calculé” vervangen door het woord “calculée”;

3° in de zin die begint met “Een bedrag gelijk aan”, worden de woorden “15 januari” vervangen door de woorden “15 februari”;

4° in de zin die begint met de woorden “Om de rest van de subsidie te ontvangen”, worden de woorden “elk huiswerkinstituut” vervangen door de woorden “de inrichtende macht” en in de laatste zin worden de woorden “voor elk huiswerkinstituut” ingevoegd tussen de woorden “bevat onder meer” en “ een lijst van opgevangen kinderen”.

c) in artikel 17, § 2, tweede lid, worden de woorden “of bij schorsing” ingevoegd tussen de woorden “Bij stopzetting” en “van de activiteiten”.

Art. 16. In artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in a), wordt het derde lid vervangen als volgt : “De inrichtende macht die verschillende huiswerkinstituten organiseert, geniet de vaste subsidie voor hoogstens drie van deze, op degressieve wijze. Voor het tweede huiswerkinstituut, wordt die subsidie door twee gedeeld. Voor het derde huiswerkinstituut, wordt die subsidie door drie gedeeld. »;

b) in b), tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin, worden de woorden “op grond” ingevoegd tussen de woorden “een extrapolatie” en de woorden “van de activiteiten”;

2° tussen de eerste zin en de tweede zin wordt de volgende zin ingevoegd : “Voor de huiswerkinstituten die de afwijking bedoeld in artikel 17, § 1, 1° genieten, wordt de activiteitssubsidie door de O.N.E. berekend op grond van het aantal leerlingen die gedurende het jaar voorafgaand aan de schorsing van zijn activiteiten werden opgevangen. ».

Art. 17. In hoofdstuk IV, afdeling 1 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 18^{ter} ingevoegd, luidend als volgt “Bij weigering van de toekenning van een subsidie of bij betwisting van het bedrag ervan kan een beroep bij de Regering worden ingediend. De Regering bepaalt de procedure. ».

Art. 18. In hoofdstuk IV, afdeling 2 van hetzelfde decreet wordt een artikel 21^{ter} ingevoegd, luidend als volgt : “Bij weigering van de toekenning van een subsidie of bij betwisting van het bedrag ervan kan een beroep bij de Regering worden ingediend. De Regering bepaalt de procedure. ».

Art. 19. In artikel 22 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid, worden de woorden “het pedagogische project ” vervangen door de woorden “het opvangproject”;

b) er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt : “De huiswerkinstituten die een subsidie genieten krachtens artikel 17, houden een presentielijst van de kinderen en een naamlijst van de aanwezige animatoren bij. » .

Art. 20. In artikel 25 van hetzelfde decreet, wordt, in de laatste zin die begint met “Daarnaast is O.N.E.” het woord “erkende ” geplaatst vóór het woord “huiswerkinstituten”.

Art. 21. In artikel 26 van hetzelfde decreet, in de Franse tekst, wordt het woord “culture” vervangen door het woord “Culture”.

Art. 22. In artikel 28 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het punt 1° wordt vervangen als volgt :

« vertegenwoordigers van de huiswerkinstituten, voorgedragen door de gemeenschapsfederatie, die representatief zijn voor de meerderheid van de verenigingen die in het kader van dit decreet erkend zijn. Een vertegenwoordiger wordt afgevaardigd door elke gewestelijke coördinatie die krachtens artikel 8 wordt erkend en een vertegenwoordiger wordt afgevaardigd door de Gemeenschapsfederatie van huiswerkinstituten die krachtens artikel 10 wordt erkend»;

2° het punt 2° wordt aangevuld met de volgende zin : "De kandidaturen zullen met redenen moeten worden omkleed. » ;

3° in 3°, worden de woorden "Conseil de la Jeunesse d'Expression française " vervangen door de woorden "de Adviescommissie van de jeugdorganisaties, met uitsluiting van de Gemeenschapsfederatie van huiswerkinstituten";

4° in 6°, worden de woorden "gemachtigd op grond van artikel 15 met uitsluiting van de gewestelijke coördinaties bedoeld in artikel 8 of van de Gemeenschapsfederatie bedoeld in artikel 10" ingevoegd tussen de woorden "opleidingscentra" en "of erkend";

5° het punt 6° wordt aangevuld als volgt : "De kandidaturen zullen met redenen moeten worden omkleed. » ;

b) het vierde lid wordt vervangen als volgt : "De Minister van Kind benoemt een voorzitter in de Algemene Adviescommissie. ».

Art. 23. Artikel 17, § 1, 6°, van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2007, blijft tot 31 augustus 2014 van toepassing.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2013, met uitzondering van de bepaling die artikel 7, § 2, 6° van het decreet van 28 april 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van huiswerkinstituten zal uitmaken, die op 1 september 2014 in werking zal treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 mei 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 470-1. — Verslag, nr. 470-2.

Integraal verslag. — Bespreking een aanneming. Vergadering van 22 mei 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29376]

**6 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
adaptant la réglementation en matière d'allocations d'études**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 8 mai 2003, les articles 1^{er}, § 5, 3, alinéa 1^{er}, 4, 7 et 8;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 avril 2005 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études secondaires ainsi que les conditions de leur octroi;

Vu les avis du Conseil supérieur des allocations d'études donnés les 10 janvier 2011 et 8 mars 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 novembre 2012;